



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 3988

Texte de la question

PRÉVISIONS DE CROISSANCE

M. le président. La parole est à M. François André, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. François André. Monsieur le ministre des finances et des comptes publics, il y a quelques jours, le Fonds monétaire international a revu à la hausse les prévisions de croissance de la France en 2016, l'estimant désormais à 1,75 %, soit nettement au-dessus de sa dernière prévision qui était de 1,1 %. Ce faisant, le FMI s'aligne sur la prévision de croissance initiale du Gouvernement, validant ainsi vos hypothèses et leur sincérité.

L'amélioration de ces indicateurs illustre, si besoin en était, le bien-fondé de la politique économique que vous conduisez, avec notre soutien, depuis 2012.

L'amélioration des marges de nos entreprises, à travers le CICE, prolongé et amplifié par le pacte de responsabilité ; la réduction tendancielle de nos déficits, comptes sociaux inclus ; les mesures fortes en faveur de l'emploi et en particulier de l'emploi des jeunes : autant d'éléments qui convergent pour que la France retrouve durablement le chemin de la croissance.

Mais le FMI indique également que notre pays ne doit pas s'arrêter sur le chemin des réformes structurelles. C'est indispensable si l'on veut qu'au-delà de la baisse des déficits, déjà constatée, la courbe de la dette, elle aussi, s'inverse. C'est indispensable si l'on veut que puissent enfin accéder à l'emploi ceux qui en sont doublement exclus : c'est tout le sens, de mon point de vue, de la loi travail. C'est indispensable, enfin, si l'on veut que les entreprises françaises valorisent au mieux leurs atouts : je pense à la qualité de notre main-d'œuvre ou encore à notre capacité d'innovation.

Monsieur le ministre, à l'heure où quelques organisations tentent, par jusqu'au-boutisme, de paralyser certaines fonctions essentielles de notre pays, il convient de tenir bon sur les objectifs de notre politique économique au service de l'emploi et du financement de la protection sociale. Quels enseignements tirez-vous de ces prévisions à la hausse du FMI sur les indicateurs de croissance de la France ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Monsieur le député, nous nous étions fixé comme objectif, pour cette année, 1,5 % de croissance. C'était plus que le niveau atteint l'année dernière : 1,2 % de croissance, et si nous comparons avec les années précédentes, c'est déjà beaucoup plus.

De ce point de vue, l'activité en France, de nos entreprises, de nos artisans, de nos commerçants, s'améliore. Il

faut l'amplifier, mais elle s'améliore, c'est indiscutable. (« *Méthode Coué !* » sur les bancs du groupe Les Républicains.)

Ce résultat est celui d'une politique. Regardons un chiffre qui n'est pas facile à comprendre, qui s'appelle la marge des entreprises : qu'est-ce qui reste, dans une entreprise, chez un artisan, pour investir, acheter des machines, embaucher ? Et bien aujourd'hui, la marge des entreprises est à la hausse, clairement à la hausse. C'est le fruit des réformes que vous avez votées, en particulier – vous les avez citées – du CICE et du pacte de responsabilité. Les mesures que vous avez votées portent leurs fruits.

Derrière cette capacité à investir, il y a aussi la capacité à embaucher. L'année dernière, 100 000 emplois ont été créés dans le secteur privé.

M. Philippe Meunier. Et combien de chômeurs en plus ?

M. Michel Sapin, ministre. C'est beaucoup plus que dans les années précédentes, ce n'est pas encore suffisant pour faire reculer le chômage.

Déjà, au début du premier trimestre de cette année, l'emploi a augmenté et je pense que nous sommes arrivés à ce niveau d'emploi qui va nous permettre de faire clairement baisser le chômage. Cela aussi, c'est le fruit de notre volonté. Le Fonds monétaire international n'a fait que reconnaître la réalité des choses en France. C'est ce que tout le monde devrait faire.

Pour amplifier, il faut continuer. Pour amplifier, il faut réformer. Pour amplifier, il faut encore voter un certain nombre de mesures nouvelles. C'est ainsi que nous ferons réussir la France. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. François André](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3988

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 mai 2016](#)